

L'AMI DU PEUPLE,  
O U  
LE PUBLICISTE PARISIEN,  
JOURNAL POLITIQUE ET IMPARTIAL,  
Par M. MARAT, auteur de l'Offrande à la patrie,  
du Moniteur, et du plan de constitution, etc.

---

*Viam impendere vero.*

---

Du Lundi 14 Février 1791.

Le général conspirateur jouant de son reste. — Son projet de donner des scélérats flétris par leur conduite et leurs sentimens aux canonniers soldés qui demandent à être incorporés aux bataillons. — Nécessité indispensable de retenir en otage les tantes du roi.

Le traître Bailly et le contre-révolutionnaire Motié nous entraînent à grands pas vers la guerre civile, malgré les alarmes et les clameurs du peuple, malgré l'explosion de l'indignation publique. Depuis six mois, les atteintes qu'ils ont portées à la liberté et à la sûreté individuelle sont sans nombre; leurs attentats contre les amis de la liberté font frémir; leurs dilapidations pour corrompre les citoyens indigens et en faire des mouchards, des assassins à leur solde sont inconcevables; leurs tentatives pour allumer la guerre civile sont atroces: elles se ré-

petent coup sur coup, et le sang des malheureux citoyens qu'ils ont fait égorger à la Rapée, à la Chapelle, à la Maison blanche par les canonniers et les chasseurs soldés, coule encore. Tous les François sont intéressés à poursuivre ces brigands : la sûreté publique et individuelle, la liberté, le repos et le salut de l'état dépendent de leur supplice : c'en est fait de la patrie si ces scélérats n'expient pas promptement leurs crimes sur la roue.

Que toutes les sections, amies de la liberté, et toutes les sociétés patriotiques se réunissent donc pour les conduire enfin au pied de l'échaffaud.

Quelque sévère que paroisse l'obligation de livrer des coupables au glaive de la justice, c'est un devoir indispensable pour tous les citoyens, et plus particulièrement pour les corps des chasseurs et des canonniers soldés que ces brigands ont couverts d'infamie, et ce n'est qu'en sollicitant eux-mêmes le supplice des coupables qu'ils peuvent prouver au public qu'ils n'ont point partagé leurs crimes.

*Représentation des deux compagnies de l'artillerie parisienne, à M. Vignier Curny, commissaire général.*

Les représentations des deux compagnies de l'artillerie parisienne ont l'honneur de vous informer qu'ils sont porteurs d'une délibération des deux compagnies signées de 24 membres, déclarant le Sr. Janton indigne et incapable d'être officier dans l'une ou l'autre compagnie.

Jaloux de prouver que leurs commettans n'ont consulté que le devoir dans leur délibération, ils se croient obligés de développer leurs griefs et leurs motifs de récusation contre le Sr. Janton. En voici un précis :

I. Dans le régiment de Thoul, d'où sort l'inculpé, il étoit reconnu pour un ivrogne de profession : et tel étoit son penchant à l'ivrognerie que pour le satisfaire il vendoit jusqu'à ses hardes : or, l'état d'a-



brutissement, où il se mettoit si souvent, le portait à exercer toute espece de mauvais traitemens contre le soldat.

II. Il ne s'est jamais rendu digne de l'estime ni de ses supérieurs, ni de ses subalternes, et deux fois le régiment s'est vu réduit à passer sur son tour d'ancienneté dans la nomination à la place de sergent-major; faits attestés par tous les membres du régiment qui sont dans la capitale.

III. Il est venu à Paris par congé de semestre, trois mois après la formation provisoire de l'artillerie parisienne, et les deux compagnies ignorent encore pourquoi et comment il a été nommé sergent-major.

IV. Plusieurs canonniers des deux compagnies se plaignent de ce qu'ayant réclamé ce qui leur revenoit de leur décompte, le Sr. Janton a menacé les uns de son épée, (il est maître d'armes), a dit aux autres d'aller se faire f...., puis au moyen d'une partie de cabaret pour moitié de la somme répétée et du reste en argent payé aux canoniers, il a menacé ceux qui se plaindroient de leur faire passer mal leur tems; ce qui a occasionné la désertion du Sr. Timoxier.

V. Il est prouvé par la déposition des canoniers en détachement à Bicêtre, que le Sr. Janton s'est oublié une fois jusqu'à se prendre aux cheveux avec un soldat, et une autre fois avec un tambour de leur compagnie.

VI. Jusqu'à ce jour il a refusé aux canoniers des deux compagnies de leur rendre compte des effets et de l'argent qu'il a reçu de la municipalité; plusieurs n'ont pu encore obtenir leur décompte du mois d'aout dernier, pas même des quartiers précédens.

En foi de quoi, moi secrétaire nommé, ai signé, avec les vingt-quatre membres chargés de la présente déclaration.

Le Frans, la Cour, l'Esperance, Gebert, Gross, Jambon, Filez, Lenoir, Antoine, Vitry, Thevenot, Grandpré, Marechal, Fortié, Varinoz, Michel, Lagier, Liloudin, Moutin, Borgne, Sauret, Nicolas, Projean.

Paris, ce 6 février 1791

*Observations de l'Ami du peuple.*

Le Sr. Mottié qui depuis 18 mois n'a pas cessé un instant de faire prêcher aux soldats l'obéissance aveugle à leurs chefs, les croit enfin convaincus de cette funeste doctrine; et jugeant de tous les soldats de la patrie par le dévouement des brigands qu'il soudoye, il se persuade que le moment après lequel il soupire depuis si long-tems est enfin arrivé. Selon lui il ne s'agit plus que de donner des scélérats pour officiers aux canoniers soldés, comme il a fait à tous les corps dont il se propose de faire des assassins, des bourreaux. Ses noirs projets seront confondus, les canoniers regardés aujourd'hui comme de mauvais citoyens, depuis les assassinats de la Rapée et de la maison blanche, sont néanmoins la plupart patriotes. Ils avouent avoir parmi eux plusieurs scélérats vendus au général en qualité de mouchards et d'assassins: ils en rougissent, et voudroient en être débarrassés; ce qu'ils auroient déjà demandé s'ils n'étoient occupés à se garantir du malheur dont on les menace, de leur donner incessamment pour officiers des hommes qu'ils méprisent et auxquels ils ne pourront jamais obéir.

Nous sommes assurés disent-ils hautement que ces indignes chefs nous mettront dans l'affreuse alternative ou de tirer sur le peuple, ou de leur désobéir. Notre choix est tout fait, nous ne tournerons jamais nos armes contre nos concitoyens: enfans de la patrie, nous le sommes tous de la même mère, et nous voulons vivre en frères avec eux: puissions nous ne pas périr nous même de la main des scélérats auxquels on donnera peut-être le droit de nous commander.

Camarades, quelque entreprenans que soient devenus le contre-révolutionnaire Mottié et ses valets de l'état major, ses horribles projets n'auront pas lieu, et il sera forcé lui-même de s'humilier jusqu'à ce qu'on lui donne de la pelle au cul. . . . Si vous avez un peu de courage ou plutôt de sagesse, mettez vous bien dans la tête que nous sommes trahis par la horde nombreuse des ennemis de la patrie, qui siegent dans le cabinet, dans



l'assemblée nationale , et dans les sociétés anti-révolutionnaires. Ils nous font la guerre , et nous resterions en paix ! Ce seroit stupidité , ce seroit folie. Nous ne devons donc plus avoir d'autres lois que celles du salut de la patrie ; et notre unique occupation doit être de faire main basse sur tous les traîtres et les conspirateurs : m'entendez-vous.

Si on veut vous forcer de recevoir pour officiers des gueux flétris par leurs principes , leur inconduite et leurs vices ; chassés les honteusement : si on emploie contre vous la violence , camarades , unissez-vous , et mettez leur la bayonnette dans le ventre jusqu'au canon ; si Mottié et l'état major veulent aller contre vous : faites leur la même réception , soyez unis , et soyez sûrs du succès. Il est tems enfin que ces scélérats qui nous font sourdement la guerre pour nous remettre aux fers , apprennent à trembler ; il est tems que nous connoissions les infâmes qui nous trahissent : toute la troupe du centre est pour la patrie , tous les volontaires seront pour la patrie , à l'exception d'une partie de leurs officiers , plats Robins , Grippeous , ouvriers de luxe , marchands de bijoux , aventuriers flétris ou nobles dégradés qui s'entereront dans les caves , à l'instant où nous leur montrerons les dents. Quant aux brigands des barrières , aux brigands des ports , et aux chenappans à cheval ; ils se garderont bien de montrer le nez , ils nous seront même livrés par leurs camarades qui ne sont pas vendus. Ce n'est donc qu'une poignée de scélérats à passer au fil de l'épée.

Et qu'on ne vienne pas nous parler du respect pour les décrets de l'Assemblée nationale ; c'est dans son sein qu'est le foyer des éternelles conspirations contre notre bonheur , et depuis la loi martiale toutes ses opérations ne tendent qu'à anéantir la déclaration des droits , et à rétablir le despotisme ; elle a même poussé l'atrocité jusqu'à faire égorger les patriotes , souvenez vous du décret contre la garnison de Nanci.

Camarades , si vous n'êtes pas mûrs pour cette bonne œuvre , la seule qui puisse assurer la liberté , le repos et la paix de la patrie , la seule après laquelle l'ami du peuple soupire : il vous reste un autre

parti moins glorieux. Vous avez droit de choisir vos chefs, comment pretend-on vous en donner auxquels vous ne sauriez obéir. Mais non, il ne s'agit point de chefs, les canoniers ne veulent point faire corps à part pour ôter à l'état-major, tout prétexte de les corrompre, ils demandent d'être incorporés dans les bataillons. Toutes les sections doivent aller aux devant de leur vœu, et j'invite tous les clubs patriotiques de les assembler l'instant pour saisir ce moyen de concourir à calmer les allarmes publiques.

En attendant je somme les canoniers de se refuser nettement à toute nomination d'officiers particuliers, et de redoubler d'instances pour être incorporés dans la garde citoyenne.

Si les coupe-jarrets que Mottié a payés dans les deux compagnies. Tels que le nommé Janton cherchoient la moindre dispute aux canoniers patriotes, qu'ils m'envoient les noms de ces scélérats, et j'inviterai le peuple à leur faire une fête à la Louvain.

Notez que Janton est du nombre des Spadassins que le héros des deux mondes a fait venir à Paris pour assassiner MM. Lameth, Barnave, Péthion, Dubois de Crancé, Robespierre, et assommer les chauds patriotes qui refusent de l'adorer.

*Certificat de vie et mœurs du nommé Desperrieres commandant provisoire de l'artillerie nationale.*

Je soussigné certifie que le Sr. Desperrieres commandant provisoire etc. me doit d'après un arrêté pris avec lui le 18 décembre 1789, la somme de 447 liv. 5 s. sur celle de 717 liv. 5 s. pour fourniture de souliers à sa compagnie, faite par son ordre.

*Signé* Lebegue cordonnier rue Quicampoix. N°. 84. A Paris, ce 12 fév. 1791.

Notez que ce Desperrieres a retenu aux canoniers le montant de ces souliers; qu'il s'est fait faire une belle voiture pour 3200 liv., pour laquelle il a passé des billets qu'il n'a point acquitté à leur échéance; que le chapellier et les autres fournisseurs réclament tous le payemens de leurs mémoires. Voila donc encore un escroc fleffé; que l'on veut forcer les canoniers à recevoir pour commandant. Jugez dans quelles mains seroit placée l'artillerie dont on veut nous foudroier.



Samedi dernier le divin général a fait courir chez toutes les compagnies soldées, à l'effet de les prier de nommer chacune un sergent, un caporal et huit fusilliers, pour assister à un festin que devraient leur donner les chasseurs des barrières. « On veut nous acheter, disoient tout haut les braves soldats de ces compagnies : nous ne sommes pas à vendre ; les chasseurs se sont fait de mauvaises affaires, qu'ils payent leurs sottises. Et puis où prendroient-ils l'argent pour ce festin, s'ils n'avoient que leur paye ». Chers camarades, votre honnêteté, votre patriotisme et votre jugement nous répondent de vos cœurs. Non, les ennemis de la révolution ne parviendront jamais à vous faire oublier que vous êtes citoyens, et que nous sommes vos freres.

A peine le Sr. Mottié eut-il connoissance des dispositions de nos braves (1) officiers et soldats de ces compagnies, qu'un aide de camp est venu les prier de remettre la partie : preuve évidente que l'invitation avoit été faite par ses ordres.

Vous étiez en peine de savoir où les chasseurs soldés auroient pris les fraix du festin : cela se demande-t-il ? Dans la poche de Mottié ; et Mottié ? Dans le trésor public où il puise à son gré. Peut-être pour vous faire perdre la trace, se seront-ils servi des mains de Bailly pour payer l'écor ; et cela n'auroit point souffert de difficulté. Ainsi ce frippon municipal, qui fait le pauvre et qui retient 300 mille livres aux indigens pour les pousser au desespoir, auroit bien-tôt trouvé un millon, s'il le falloit, pour corrompre la troupe du centre. Mais le festin n'aura pas lieu : je m'en rapporte à cet égard sur l'honneur de cette brave troupe.

On assure que les tantes du roi, font le diable pour partir. Ce seroit la plus haute imprudence de le leur permettre. En dépit de tout ce qu'on dit là dessus d'imbéciles journalistes, elles ne sont point

---

(1) On dit leurs officiers presque tous bons patriotes : cela n'est pss étonnant, la plupart sont de nos braves camarades, ci-devant gardes françoises.

libres : nous sommes en guerre avec les ennemis de la révolution, il faut garder ces béguines en ôtage : et il faut donner triple garde au reste de la famille.

Il est de la dernière importance d'écrire immédiatement une circulaire à toutes les municipalités de les arrêter, avec les aides de camp que leur a donné le général conspirateur, et de les reconduire à Paris, si cela n'est déjà pas fait. Mais un excellent moyen de répandre l'alarme dans quelques heures partout le royaume, c'est d'instruire toutes les municipalités de proche en proche que la fuite de la famille royale sera annoncée déjeur par trois coups de canon à une minute l'une de l'autre ; et de nuit par trois fusées et trois coups de canons. Les municipalités qui n'auront ni artifice ni canons, expédieront à l'instant un courrier à la ville la plus proche des frontières d'Allemagne, de la Suisse ou de l'Italie pour répandre l'alarme.

Observez bien, citoyens, que les tantes du roi en partant, laisseroient trois millions cinq cens mille livres de dette, et qu'elles emporteroient douze millions en or, qu'elles ont accaparés, en payant jusqu'à 29 livres chaque louis.

Observez encore qu'elles doivent emmener avec elles le dauphin, non décoré, et qu'on laissera aux Tuileries un enfant de même âge et de même figure, qu'on élève depuis dix-huit mois avec lui, pour consommer ce rapt prémédité.

Observez enfin que pour mieux couvrir ce crime de lèze-nation, nos béguines doivent emmener avec elles la famille des Maupou et celle des Narbonne Pellet. Ces faits ont été dénoncés par des dames respectables qui ont cru leur conscience engagée à ne pas laisser consommer ces noirs attentats. Je ne les nomme point par prudence ; mais je garantis la vérité de ces faits.

MARAT, l'Ami du peuple.

---

De l'Imprimerie de MARAT.